RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

*Un Peuple - Un But - Une Foi*

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION

# RAC 2022

# REVUE ANNUELLE CONJOINTE

## DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

# RÉSUMÉ DU RAPPORT DE SYNTHÈSE

*Juin 2022*

DGPPE

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION
ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

SÉNÉGAL
ÉMERGENT

DGPPE

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION
ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

# RAC 2022

## REVUE ANNUELLE CONJOINTE

DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

# RÉSUMÉ DU RAPPORT DE SYNTHÈSE

SÉNÉGAL ÉMERGENT

# SOMMAIRE


INTRODUCTION ..... 5

I. ANALYSE DU CADRE MACROECONOMIQUE ..... 5

II. BILAN DES POLITIQUES PUBLIQUES ..... 6

Analyse des performances de l'Axe 1 : « Transformation structurelle de l'économie et Croissance »..... 6

Analyse des performances de l'Axe 2 : « Capital humain, Protection sociale et Développement durable »..... 8

Analyse des performances de l'Axe 3 : « Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité »..... 10

CONCLUSION ..... 11

ANNEXE 1 : MATRICE DES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA RAC..... 12

# INTRODUCTION

La Revue annuelle conjointe (RAC) constitue un cadre de dialogue et d'échanges, entre le Gouvernement et les différentes parties prenantes, sur les résultats de la mise en œuvre de la politique économique et sociale déclinée dans le Plan Sénégal émergent (PSE). À cet égard, elle repose sur l'analyse des performances à partir des effets attendus corrélés aux indicateurs de suivi par rapport à leur trajectoire vers l'atteinte des Objectifs de Développement durable (ODD) et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

L'édition 2022, qui retrace les réalisations enregistrées dans la mise en œuvre du PSE durant l'année 2021, coïncide avec la première année de mise en œuvre du PAP 2A et fait le bilan à mi-parcours de la seconde phase du PSE. Elle s'inscrit aussi dans le contexte de la deuxième participation du Sénégal aux Examens nationaux volontaires, pour présenter les résultats de la mise en œuvre des Objectifs de Développement durables (ODD), lors du Forum politique de haut niveau sur le développement durable.

# I. ANALYSE DU CADRE MACROECONOMIQUE

Sur le plan **macroéconomique**, la période sous revue a été marquée par une reprise de la dynamique de croissance, avec un ***taux de croissance du PIB réel*** estimé à 6,1% en 2021 contre 1,3% en 2020. Ce dynamisme est dû à la bonne tenue des secteurs secondaire (+10,9%) et tertiaire (+5,7%) qui ont compensé les faibles résultats du primaire (-1,0%). Ainsi, le PIB par habitant est évalué à 823 842 FCFA en 2021 contre 800 441 FCFA en 2020, soit une augmentation annuelle de 2,9%.

Par ailleurs, ***le niveau général des prix, mesuré par l'Indice harmonisé des Prix à la consommation (IHPC),*** est ressorti en hausse de 2,2% en 2021 contre 2,5% en 2020.

Le ***déficit budgétaire*** est de à 6,3% du PIB en 2021 contre 6,4% l'année d'avant, sous l'effet d'un impact moindre de la Covid-19 sur la période sous revue. L'***encours de la dette publique totale*** se situe à 10 200 milliards de FCFA en 2021 contre 8 904,7 milliards en 2020, soit une hausse annuelle de 14,5%. Le ***ratio de la dette publique rapportée au PIB*** a progressé de 3,4 pdp sur une base annuelle de 66,6% en 2021, bien qu'il se situe encore en-dessous du seuil communautaire de 70%. Par rapport aux exportations de biens et services, le ***ratio du service de la dette publique extérieure*** s'est affiché en repli de 3,2 points de pourcentage (pdp) sur un an, à 19,8% en 2021 contre 23% en 2020. Concernant le ***déficit du compte courant***, il est évalué à 13,3% du PIB en 2021 contre 10,9% en 2020.

# II. BILAN DES POLITIQUES PUBLIQUES

## Analyse des performances de l'Axe 1 : « Transformation structurelle de l'économie et Croissance »

Au titre de la **transformation structurelle de l'économie et de la croissance,** des progrès ont été enregistrés en 2021, malgrè les difficultés notées dans l'atteinte de certaines cibles.

Concernant le **secteur agricole,** de nombreuses initiatives et mesures ont été prises pour renforcer la production. Toutefois, la configuration de l'hivernage a entrainé des contreperformances pour la plupart des spéculations. Ainsi, en 2021, la ***valeur ajoutée du secteur agricole*** a enregistré une baisse de 29,8 milliards de FCFA, passant de 1 491,9 milliards de FCFA en 2020 à 1 462,1 milliards en 2021, malgré les efforts financiers consentis par l'État dans la campagne agricole 2021/2022. La ***production céréalière*** constituée principalement de cinq filières (mil, riz, maïs, sorgho, fonio), est évaluée à 3 480 394 tonnes en 2021 contre 3 640 545 tonnes en 2020, soit une baisse de 4,4% et un taux de réalisation de 91,3% par rapport à l'objectif de 3 812 668.

Pour le **sous-secteur de la pêche,** la situation reste marquée par la raréfaction de certaines ressources halieutiques. Par ailleurs, les résultats de l'aquaculture restent modestes par rapport à la cible visée. Cette situation s'explique par la baisse des ***débarquements,*** aussi bien de la ***pêche artisanale*** (-14,5%) qu'***industrielle*** (-3,2%). Quant à l'***aquaculture,*** malgré l'augmentation de 24,9% de la ***production*** sur cette période (1 374 tonnes en 2021 contre 1 100 tonnes en 2020), le résultat reste en deçà de l'objectif de 40 000 tonnes fixé à l'horizon 2023.

Les activités d'élevage ont été relancées, à la suite de la levée des mesures restrictives contre la Covid-19. Ainsi, la ***valeur ajoutée du secteur de l'élevage*** a enregistré une hausse de 2,4%, passant de 469,7 milliards de FCFA en 2020 à 481,1 milliards en 2021, sous l'effet de l'augmentation des productions de viande et de lait.

Les activités de **l'industrie minière** se sont consolidées avec l'élargissement du périmètre exploité par *Sabodala Gold Operation (SGO)*, la montée en puissance de *Petowal Meaning Company (PMC)* ainsi que l'augmentation de la production de phosphates. Ainsi, la ***valeur ajoutée des activités extractives*** a enregistré une croissance annuelle de 3,2%, passant de 312,5 milliards de FCFA en 2020 à 391,6 milliards en 2021.

Dans le domaine de **l'industrie,** la ***valeur ajoutée*** est ressortie à 18,2% du PIB en 2021 contre 17,8% en 2020. Cependant, il est nécessaire d'accélérer la mise en place des agropoles pour renforcer la transformation des ressources agro-sylvo-pastorales, développer les industries à haute intensité technologique et d'innovation et mettre en place une industrie pharmaceutique capable de répondre à la demande nationale en médicaments.

Quant au **secteur du tourisme**, il a pu résister aux effets de la pandémie de Covid-19, grâce à l'accompagnement de l'État, à travers le renforcement du crédit hôtelier et l'application de mesures fiscales en faveur des industries touristiques. Ainsi, la ***valeur ajoutée du sous-secteur de l'hébergement et restauration*** est passée de 129,3 milliards de FCFA en 2020 à 133,4 milliards en 2021.

Le **secteur de la microfinance** a montré un dynamisme en 2021, contribuant ainsi à la consolidation du secteur financier. En effet, les indicateurs des SFD ont connu des évolutions positives sur la période, même si les créances en souffrance et les charges d'exploitation restent toujours élevées et le niveau de liquidité faible. Le ***taux de pénétration, en rapport avec la population totale***, a augmenté de 0,4 pdp pour ressortir à 21,2%, en fin 2021.

S'agissant du **sous-secteur du commerce**, les ***exportations par tête*** ont enregistré une hausse de 22,4%, passant de 144 064,1 FCFA en 2020, à 176 365,35 FCFA en 2021. La ***part des exportations manufacturières dans le total des exportations*** s'est aussi renforcée de 0,8 pdp en 2021, à la faveur de la nette reprise du secteur secondaire, qui a profité des mesures de relance économique et de la poursuite de l'exécution des projets structurants du Plan Sénégal émergent, dans le cadre de la mise en œuvre du PAP 2A.

Les réformes et politiques mises en œuvre dans le **secteur de l'économie numérique** en 2021, visant à renforcer la concurrence et à promouvoir l'innovation, ont permis de renforcer l'accès de la population aux TIC. Le ***taux de pénétration de l'internet***, qui continue de progresser ces dernières années, se situe à 93,45% en 2021 contre 88,74% en 2020. L'objectif final est d'éliminer toutes formes de disparités de couverture sur le territoire national, en particulier dans les zones frontalières.

Dans le **domaine des infrastructures et services de transport**, des résultats encourageants ont été enregistrés en termes de construction et de réhabilitation. Ainsi, l'***état global du réseau revêtu en bon et moyen état*** est passé de 83% en 2020 à 84% en 2021.

La **production énergétique** a connu une amélioration significative avec la mise en service de nouvelles centrales. En effet, la ***puissance installée*** s'est établie à 1 616,4 MW en 2021 contre 1 499,04 MW en 2020, soit une hausse de 4,49%. Ainsi, 71,6% de la population a accès à l'électricité en 2021, soit une hausse de 1,6 pdp par rapport à 2020. Le ***taux d'électrification rurale*** se situe à 56,5% en 2021 contre 55% en 2020. La poursuite des efforts, à travers la territorialisation des infrastructures électriques permettra d'accélérer l'électrification rurale à l'horizon 2025.

Le ***coût de production de l'électricité*** a connu une hausse de 23% sur la période, passant de 48 F/KWh en 2020 à 62,34 F/KWh en 2021. La mise en œuvre du Compact MCC constitue une véritable opportunité pour réaliser l'accès universel à l'énergie en 2025.

## Analyse des performances de l'Axe 2 : « Capital humain, Protection sociale et Développement durable »

L'Etat a fourni des efforts budgétaires conséquents dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la santé et de la protection sociale.

Ainsi, des performances sont notées dans le **secteur de l'éducation et de la formation**. Au ***préscolaire, le taux brut de préscolarisation (TBPS)*** a légèrement augmenté, passant de 17,3% en 2020 à 17,7% en 2021. En outre, **le taux d'achèvement du primaire** a atteint 65% en 2021, contre 62,1% en 2020, soit une hausse de 2,9 pdp.

En revanche, ***le taux brut de scolarisation (TBS)*** estimé à 84% en 2021, a légèrement reculé de 1,9 pdp par rapport à 2020.

Dans le **domaine de la formation professionnelle et technique**, la **transition des flux de sortants du cycle fondamental inscrits dans la formation professionnelle et technique** est dans une tendance haussière. En effet, il passe de 10% en 2020 à 13,41% en 2021, soit un taux d'accroissement annuel de 3,41 pdp. Les contraintes du sous-secteur concernent, entre autres, la capacité limitée du réseau de la formation professionnelle et la faible synergie entre les acteurs du système en matière d'orientation scolaire et professionnelle.

Le ***taux d'accroissement des effectifs de la FPT*** est passé de 6,9% en 2020 à 7,7% en 2021, soit une amélioration de 0,8 pdp entre 2020 et 2021, pour un objectif à moyen terme de 20%.

La population estudiantine dans **l'Enseignement supérieur**, est estimée à 216 657 en 2021 contre 213 966 en 2020. ***L'indice de parité dans l'enseignement supérieur*** est passé de 0,78 en 2020 à 0,91 en 2021, donc en progression continue depuis 2018. Ainsi, le ***taux brut de scolarisation dans le supérieur (TBS)*** passe de 13,8% en 2020 à 14,75% en 2021.

Dans le domaine de la **santé et de la nutrition**, les résultats en matière de santé maternelle et infantile restent encourageants, en dépit de la persistance de la crise de la pandémie de Covid-19.

En effet, le ***taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié*** est passé de 96,3% en 2020 à 97% en 2021. Le ***taux d'achèvement en consultation prénatale (CPN)*** est estimé à 63,6% en 2021, contre 65,4% en 2020.

En matière de **lutte contre la malnutrition.**, le pourcentage de collectivités locales **couvertes par les services de nutrition** est passé de 73% en 2020 à 75% en 2021, et ***le pourcentage d'enfants (0-59 mois) bénéficiant des services de nutrition*** a évolué positivement, passant de 63% en 2020 à 65% en 2021.

Dans la lutte contre le **VIH/SIDA**, d'importantes stratégies ont été développées dans le cadre du dépistage. Aussi, une baisse du ***taux de prévalence du VIH/SIDA*** est-elle notée, passant de 0,5 en 2020 à 0,3 en 2021.

Ces résultats se justifient par les efforts fournis dans la mise sous ARV, à travers, notamment, la décentralisation de la prise en charge, la recherche des personnes

perdues de vue et la prestation de services différenciés.

Pour ce qui est de la **lutte contre la tuberculose**, ***le taux de succès thérapeutique*** est estimé à 89,34% en 2021 contre 91% en 2020.

Le Sénégal s'est engagé pour l'accélération du contrôle du **paludisme** en vue de son éradication. Cependant, ***l'incidence du paludisme*** est estimée à 31,2‰ en 2021. L'**incidence de la rougeole pour 1 000 000 habitants** a baissé en 2021, atteignant 10,86 contre 12 en 2020.

L'analyse des résultats dans **le domaine de la protection sociale** montre que des performances notables ont été enregistrées. En effet, le ***nombre de ménages inscrits dans le Registre national unique (RNU)*** a augmenté et s'établit à 541 192 ménages en 2021 contre 537 114 en 2020. En vue d'une meilleure extension des filets de protection sociale, il est recherché, à moyen terme, une ***couverture universelle du risque maladie*** et une disponibilité intégrale des ***cartes d'égalité des chances (CEC)***.

Dans le cadre du renforcement de la **protection de l'enfance**, ***le nombre d'enfants âgés entre 4 à 17 ans retirés de la rue*** est estimé à 420 en 2021. S'agissant de ***la proportion d'enfants retournés en famille, le taux d'exécution*** est de 88% en 2021

En 2021, le ***taux d'accès global à l'eau*** s'est établi à 96%, contre 97,6% en 2020. Le ***taux d'accès global à l'assainissement*** s'est établi à 63% en 2021 contre 61,8% en 2020. A travers la politique de territorialisation des infrastructures sociales, le Gouvernement mettra un accent particulier sur l'assainissement rural.

Au niveau de **l'environnement et du développement durable**, les ***superficies forestières sous gestion durable (SFGD)*** ont progressé de 8%, s'établissant à 2 100 465,85 ha en 2021 contre 1 941 212 ha en 2020. Les efforts de reboisement conjugués aux activités d'aménagement et de restauration des terres dégradées y ont beaucoup contribué avec 29 629 ha ***de superficies reboisées/régénérées*** en 2021, en plus (contre 15 653 ha en 2020). Les ***superficies de forêts aménagées*** sont passées de 138 796 ha en 2020 à 129 398 en 2021, un résultat au-dessus de la cible de 120 000 ha.

Le Gouvernement du Sénégal poursuit sa lutte contre les effets néfastes liés aux changements climatiques. En outre, les évaluations environnementales se sont poursuivies en 2021. Le ***taux de suivi des Plans de Gestion environnementale et sociale (PGES)***, a connu une baisse de 6 pdp et s'est établi à 31% en 2021 contre 37% en 2020. Ce résultat s'explique par la non-mobilisation des ressources par les promoteurs dans le cadre du financement des plans de gestion environnementale et sociale. De plus, 1 448 ***tonnes de CO2 ont été séquestrées*** et 274 857 tonnes évitées en 2021 contre 305 768 tonnes de CO2 en 2020, à travers les projets carbones.

Le Sénégal connaît une forte demande en **unités d'habitation** liée à l'urbanisation galopante. À cet effet, le Gouvernement a mis en œuvre une politique d'habitation sociale et de gestion urbaine. Ainsi, ***le nombre d'unités d'habitation*** a atteint 2 458 en 2021 contre 6 626 en 2020 (soit 1 220 en 2021 contre 2 105 parcelles viabilisées en 2020 et 450 en 2021 contre 2 014 logements sociaux construits en 2020).

S'agissant de **l'amélioration du cadre de vie des populations**, une hausse de 13% de la ***superficie d'espaces verts aménagés*** est notée, passant de 83 ha en 2020 à 90 ha en 2021, mais toujours en deçà de la cible fixée à 115 ha. Le ***taux de collecte national*** se situe à 67,5% en 2021 contre 53% en 2020. Au niveau de la région de Dakar, le taux de couverture de la collecte est de 99% en 2021 contre 86,5% en 2020, soit une hausse de 12,5%.

## Analyse des performances de l'Axe 3 : « Gouvernance, Institutions, Paix et Sécurité »

La **bonne gouvernance**, dimension essentielle pour le bien-être des populations est devenue un facteur-clé dans la gestion efficace des politiques de développement. À cet effet, le niveau de réalisation des résultats prioritaires montre que, malgré la Covid-19, la dynamique enclenchée durant le début de la seconde phase du PSE, s'est poursuivie en termes de performances administratives, financières, de réduction des inégalités territoriales et d'attractivité de l'environnement des affaires.

S'agissant de la gestion des finances publiques, le taux d'exécution des dépenses publiques et le niveau de mise en œuvre des réformes ont été satisfaisants. En termes de mobilisation des ressources, les recettes totales (dons compris) ressortent à 2 978,5 milliards de FCFA pour l'année 2021 contre 2 842,7 milliards en 2020, tirées principalement par les recettes fiscales (2 594,1 milliards de FCFA) grâce à la bonne tenue des impôts directs et de la TVA à l'importation (hors pétrole).

Dans le cadre de **la digitalisation de l'administration**, ***la dématérialisation des procédures administratives*** a permis une rénovation du secteur public à travers un meilleur accès aux services publics et une efficacité de l'administration.

Pour l'attractivité de l'environnement des affaires, les investissements privés réalisés dans les zones économiques spéciales (ZES) sont estimés en 2021 à 56,58 milliards de FCFA et les emplois directs créés sont de 488 grâce au traitement particulier caractérisé par un régime fiscal dérogatoire, des mesures d'incitation opérées et surtout à la matérialisation du **Partenariat public-privé (PPP).**

En matière de **gouvernance et d'équité territoriale**, les ***transferts de l'État (FECT, FDD)*** ont augmenté de 9,2% et les inégalités territoriales sont réduites grâce au renforcement des infrastructures d'accès aux services sociaux de base en milieu rural, à la modernisation des équipements dans les axes frontaliers et au renforcement de l'armature urbaine des centres secondaires.

En ce qui concerne le **genre**, des efforts significatifs ont été fournis par l'État pour une prise en compte de la dimension genre dans les politiques publiques. Le Sénégal devra encore faire des progrès dans le domaine de l'autonomisation économique des femmes.

En termes d'**accessibilité à la justice**, les progrès notés via l'information juridique, les médiations et l'assistance administrative, reflètent l'intérêt croissant que les populations portent aux maisons de justice. Des efforts doivent être consentis pour améliorer **l'efficacité de la justice** et augmenter le nombre de magistrats et de greffiers dans les juridictions.

**Pour la couverture sécuritaire**, d'importants résultats ont été enregistrés dans les domaines de la lutte contre la délinquance, la criminalité, la gestion des frontières, le maintien de l'ordre public et la gestion des secours d'urgence. Certes, ces résultats ont permis une meilleure prise en charge des préoccupations de la population, mais plusieurs défis doivent être relevés afin de consolider la paix, dans un contexte de menace généralisée de terrorisme et de tensions sous régionales.

## CONCLUSION

La mise en œuvre de la première année du Plan d'Actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP 2A) du PSE a permis de poser les bases essentielles pour une reprise forte et durable de l'économie. Ainsi, l'activité économique a connu une reprise en 2021, à la suite de la conjonction de plusieurs facteurs, notamment, une meilleure maîtrise de la pandémie de Covid-19 et une reprise satisfaisante des activités des secteurs secondaire et tertiaire. Au total, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 6,1% en 2021 après un repli de 1,3% en 2020.

Cette croissance a été ralentie par les résultats du secteur agricole. En effet, l'installation tardive de l'hivernage et les déficits pluviométriques ont entrainé une baisse des superficies et des rendements des principales spéculations. Quant au sous-secteur de la pêche, l'aquaculture a connu une bonne performance, malgré la faiblesse du financement nécessaire pour assurer son développement. La mise en œuvre du Programme d'Urgence pour l'emploi des Jeunes « *Xeyu Ndaw ni* », a permis de porter les emplois créés à 62 334 en 2021.

Les efforts budgétaires de l'État ont été fournis dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, ont permis au Sénégal d'améliorer son indice de capital humain. Ce qui le place le Sénégal parmi les 10 meilleures places en termes de classement africain de développement de capital humain.

La consolidation budgétaire s'est poursuivie durant l'année sous-revue, à travers une rationalisation des dépenses de fonctionnement et de relèvement du niveau des investissements publics, dans la dynamique d'une relance économique. Les réformes des finances publiques de l'UEMOA ont été également accélérées, permettant au Sénégal de se rattraper en matière de réformes budgétaires. En vue de mobiliser davantage de ressources privées pour le financement des actions prioritaires du (PAP 2A), le Gouvernement a adopté la loi sur le partenariat public-privé (PPP). Ce nouveau cadre juridique de PPP, plus attractif et sécurisant pour les investisseurs privés nationaux et internationaux, permettra de mettre en œuvre des projets PPP de qualité et de relever le volume des investissements privés pour l'atteinte des ODD à travers le PSE.

# ANNEXE 1 : MATRICE DES PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA RAC

| SECTEURS | Code Ind | Indicateurs | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cadre macro et pauvreté | 10001 | Taux de croissance (en %) du PIB réel | 6,4% | 6,2% | 7,1% | 6,7% | 4,4% | 1,3% | 6,1% |
| Cadre macro et pauvreté | | Déficit budgétaire | 3,7% | 3,3% | 3% | 3,7% | 3,9% | 6,4% | 6,3% |
| Cadre macro et pauvreté | 10004 | Taux d'inflation (IHPC) | 0,1% | 0,8% | 1,3% | 0,6% | 1,0% | 2,5% | 2,2% |
| Agriculture et sécurité alimentaire | 10101 | VA du sous-secteur de l'agriculture (milliards de FCFA) | 904,9 | 939,2 | 1 093,2 | 1 204,9 | 1 255,5 | 1 491,9 | 1 462,1 |
| Agriculture et sécurité alimentaire | ODD211 | Prévalence de la sous-alimentation | 9,8% | 8,9% | 7,9% | 7,4% | 7,5% | 7,6% | 7,4% |
| Agriculture et sécurité alimentaire | 10104 | Production céréalière (tonnes) | 2 152 242 | 2 124 668 | 2 516 466 | 2 838 938 | 2 768 799 | 3 640 545 | 3 480 394 |
| Élevage et productions animales | 10201 | Valeur ajoutée du sous-secteur de l'élevage (milliards de FCFA) | 372,9 | 405,5 | 419,8 | 435,8 | 449,7 | 469,7 | 481,1 |
| Pêche et aquaculture | 10301 | Valeur ajoutée du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture (milliards) | 116,5 | 126,4 | 131,3 | 140,4 | 152,0 | 139,6 | 135,5 |
| Industrie | 10401 | Valeur ajoutée de l'Industrie (en % du PIB) | 18,87% | 18,78% | 18,42% | 18,05% | 17,94% | 17,86% | 18,24% |
| Industrie | ODD921 | Valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, en proportion du PIB | 17,00% | 16,96% | 16,88% | 16,53% | 16,19% | 16,06% | 15,84% |
| Mines et géologie | 10501 | Revenus provenant du sous-secteur minier (milliards de FCFA) | 108,2 | 107,4 | 107,3 | 111,9 | 132,17 | 162,85 | ND |
| Commerce et intégration régionale | 10802 | Taux de couverture des importations de biens par les exportations | 56,71% | 59,39% | 54,87% | 53,24% | 60,59% | 59,96% | 63,84% |

| SECTEURS | Code Ind | Indicateurs | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tourisme | 10901 | Recettes touristiques (milliards de FCFA) | 358,05 | 570,17 | 639,42 | 668,37 | 864,97 | ND | ND |
| PME | 10607 | Part de l'économie informelle dans le PIB (en %)[1] | 46,7% | 46,3% | 46,5% | 46,2% | 46,2% | 46,2% | 46,2% |
| Infrastructures et services de transport | 11104 | Linéaire de routes en terre construites (en Km) | 135 | 779 | 539,66 | 1 009,35 | 102,8 [2] | 242,8 | 853 |
| Infrastructures et services de transport | 11108 | Pourcentage de routes revêtues en bon état et moyen état | 74% | 74% | 77% | 82% | 82% | 83% | 84% |
| Infrastructures et services de transport | 11108 | Pourcentage de routes non revêtues en bon état et moyen état | ND | ND | ND | 55% | 55% | 57% | 58% |
| Infrastructures et services de transport | ODD912 | Nombre de passagers par voie aérienne | 1 974 000 | 1 999 411 | 2 114 269 | 2 373 555 | 2 628 911 | 1 176 009 | 1 965 977 |
| Infrastructures et services énergétiques | ODD711 | Taux moyen d'accès à l'électricité (Proportion de la population ayant accès à l'électricité) | 62% | 64% | 67,88% | 69,6% | 76% | 76,07% | 78,94% |
| Infrastructures et services énergétiques | 11201 | Coût moyen de production du KWh en FCFA | 61,72 | 45,17 | 55,05 | 63 | 63,5 | 48 | 62,34 |
| Infrastructures et services énergétiques | ODD721 | Part des énergies renouvelables dans la puissance installée | | 3% | 17,23% | 17,45% | 20,6% | 26,88% | 28,4% |
| Infrastructures et services énergétiques | ODD711 | Taux d'électrification rurale | 31,5% | 38% | 40% | 42,3% | 53,9% | 55% | 58,2% |

1 Contribution à la création de la valeur ajoutée globale de l'économie

2 (PUDC AGEROUTE)

3 Linéaire PUDC

| SECTEURS | Code Ind | Indicateurs | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Économie numérique | 11401 | Contribution des services d'information et de communication au PIB | 4,96% | 4,76% | 4,70% | 4,6% | 3,6% | 3,7% | 3,8% |
| Économie numérique | 11403 | Taux de pénétration de l'internet mobile4 | 50,69% | 58% | 62,12% | 65,99% | 73,35% | 87,67% | 92,24% |
| Économie numérique | ODD5b1 | Proportion de la population possédant un téléphone portable[5] | 104,17% | 102,61% | 103,27% | 105,28% | 110,31% | 114,21% | 115,36% |
| Infrastructures et services financiers | 11302 | Nombre de sociétaires des SFD | 2 454 701 | 2 567 879 | 2 858 837 | 3 062 327 | 3 203 358 | 3 433 960 | 3 601 404 |
| Emploi | 11503 | Taux de chômage 15 ans et plus | 15,7% | 16,8% | 15,9% | 15,5% | 15,2% | 22,3% | 23,6% |
| Éducation et Formation | 20103 | Taux brut de préscolarisation | 16,7% | 17,2% | 17,4% | 17,8% | 17,6% | 17,3% | 17,7% |
| Éducation et Formation | IHS11 | Taux brut de scolarisation au primaire | 85,1% | 85,9% | 86% | 86,4% | 84,9% | 85,9% | 84% |
| Éducation et Formation | IHS18 | Taux brut de scolarisation au moyen | 57,7% | 53,9% | 50,6% | 49,5% | 49,8% | 50,7% | 51,5% |
| Éducation et Formation | IHS125 | Taux brut de scolarisation au secondaire | 32,4% | 33,5% | 33,6% | 33,8% | 33,2% | 32,9% | 33,5% |
| Éducation et Formation | 20111 | Taux d'accroissement des effectifs de la FPT | 7% | 9% | 12,5% | 21% | 1,49% | 6,9% | 7,7% |
| Éducation et Formation | 20113 | Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur | 6,76% | 6,88% | 7,27% | 8,15% | 12,9% | 13,78% | 14,75% |
| Santé et Nutrition | ODD311 | Taux de mortalité maternelle pour 100 000NV | 315 | | | 236 | 236 | 236 | 2366 |

4 Données de l'ARTP (2G+3G+4G+clés Internet)

5 Approché par le taux de pénétration de la téléphonie mobile

6 Source : EDS 2019 (le montant est reconduit de 2018 à 2021)

| SECTEURS | Code Ind | Indicateurs | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Santé et Nutrition | ODD312 | Proportion d'accouchements assistés par du personnel qualifié | 53% | 59% | 65% | 74,2% | 74,5% | 96,3% | 97% |
| Santé et Nutrition | ODD371 | Taux de prévalence contraceptive | 21,2% | 23,1% | 26,3% | 25,4% | 25,5% | 25,5% (15,8%) | 25,5%7 (16,21%)8 |
| Santé et Nutrition | ODD321 | Taux de mortalité infanto-juvénile (pour 1 000) | 59 | 51 | 56 | 51 | 37 | 37 | 379 |
| Santé et Nutrition | ODD221 | Prévalence du retard de croissance chez les enfants de 0-59 mois | 20,5% | 17% | 16,50% | 18,80% | 17,9% | 17,9% | 17,9%10 |
| Santé et Nutrition | ODD331 | Taux de prévalence du VIH SIDA | 0,7 | 0,7 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,3 |
| Protection sociale | 20501 | Nombre de ménages bénéficiaires de BSF | 191 432 | 298 381 | 316 941 | 316 941 | 316 941 | 316 941 | 315 626 |
| Protection sociale | IHS55 | Nombre de cartes d'égalité des chances produites | 10 077 | 24 355 | 50 006 | 50 006 | 54 306 | 64 728 | 64 728 |
| Protection sociale | ODD381 | Taux de couverture du risque maladie de la population du Sénégal (%) | 46,8% | 49,4% | 49,64% | 49% | 48% | 53,2% | 52% |
| Environnement et DD | IHS37 | Superficies de feux précoces (ha) | 302 792 | 221 914 | 278 454,4 | 164 628 | 158 820 | 206 430 | 305 676 |
| Environnement et DD | 20304 | Évolution des superficies de terres sous aménagement durable (ha) | 179 949 | 118 033 | 182 745 | 1 077 386,5 | 1 921 365 | 1 941 212,2 | 2 100 465,9 |
| Eau et Assainissement | | Taux d'accès global à l'eau potable | | | 94,8% | 96,2% | 96,2% | 97,6% | |

7 Source : EDS-C 2019 (le montant est reconduit de 2019 à 2021)

8 Source : DHIS2

9 Source : EDS 2019 (le montant est reconduit de 2019 à 2021)

10 Source : EDS 2019 (le montant est reconduit de 2019 à 2021)

| SECTEURS | Code Ind | Indicateurs | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Eau et Assainissement | 20403 | Taux d'accès à l'eau potable (urbain) | 98,00% | 98,50% | 98,80% | 97,8%[11] | 97,8% | 98,8% | 98% |
| Eau et Assainissement | 20404 | Taux d'accès à l'eau potable (rural) | 87,20% | 89,50% | 91,30% | 94,8% | 94,8% | 96,5% | 94% |
| Eau et Assainissement | ODD621 | Taux d'accès global à l'assainissement | | | 53,13% | 62,52% | 60,27% | 61,23% | |
| Eau et Assainissement | 20406 | Taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain | 62,20% | 66,50% | 65,60% | 72,7% | 72,9 % | 74,0% | 76% |
| Eau et Assainissement | 20407 | Taux d'accès à l'assainissement en milieu rural | 36,70% | 38,7% | 42,30% | 53,6% | 49,1% | 50,7% | 51% |
| Gouvernance économique et financière | 30101 | Déficit public en % du PIB | 4,80% | 4,20% | 3,70% | 3,70% | 3,90% | 6,40% | 6,30% |
| Gouvernance économique et financière | 30104 | Ratio dépenses courantes sur recettes fiscales | 94,2% | 90,0% | 90,1% | 94,0% | 89,90% | 102,50% | 97,80% |
| Gouvernance économique et financière | ODD1711 | Total des recettes publiques en proportion du PIB, par source | 19,28% | 20,69% | 19,49% | 18,89% | 20,34% | 20,16% | 19,45% |
| Gouvernance économique et financière | IHS30112 | Taux de pression fiscale | 19,80% | 20,60% | 15,1% | 15,50% | 17,60% | 16,8% | 16,9% |
| Environnement des affaires | IHS30207 | Délai de transfert de propriété (jour) | 71 | 71 | 56 | 41 | 41 | | 30 |
| Environnement des affaires | IHS30208 | Délai de branchement au service de l'électricité (jours) | 81 | 75 | 75 | 75 | 68 | | 47 |
| Environnement des affaires | IHS30209 | Délai de branchement au service d'assainissement (jours) | 90 | 45 | 45 | 45 | 45 | | 40 |
| Environnement des affaires | 30209 | Nombre de ZES fonctionnelles | 0 | ND | 3 | 2 | 3 | 4 | 4 |
| Gouvernance territoriale | IHS30306 | Évolution du Fonds de Dotation (FDD) des Collectivités territoriales | 10,86% | 9,78% | 2,23% | 2,28% | 2,56% | 3,75% | 7,2% |

11 Donnée d'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (EHCV)

| SECTEURS | Code Ind | Indicateurs | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Gouvernance territoriale | IHS30307 | Évolution du Fonds d'Équipement des Collectivités Territoriales (FECT) | 19,52% | 33,33% | 5% | 6,14% | 14,89% | 15,6% | 11,1% |
| Justice | 30410 | Ratio magistrat dans les juridictions/ 100 000 hbts | 3,2 | 2,8 | 3,36 | 3,48 | 3,03 | 3,15 | 2.96 |
| Justice | 30403 | Taux d'occupation des établissements pénitentiaire (capacité d'accueil/population carcérale) | 236% | 233% | 238% | 243% | 249% | 214% | 237% |
| Justice | ODD1632 | Proportion de la population carcérale en instance de jugement | | 42,10% | 41,60% | 41,94% | 40 ,8% | 44,96% | 45,59% |
| Paix et Sécurité | IHS30505 | Taux de criminalité et de délinquance | | | 35,00% | 30,00% | 28,38% | 30% | 27,81% |
| Équité et Egalite de Genre | ODD551 | Proportion de sièges occupés par des femmes dans les parlements nationaux (Assemblée nationale) | 42,7% | 42,7% | 41,8% | 41,8% | 41,8% | 43,3% | 43,3% |

SÉNÉGAL
ÉMERGENT

# RAC 2022

DGPPE

**DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES**

**Unité de Coordination et de Suivi de la Politique économique**

64, Rue Carnot X Saint Michel
+221 33 889 72 78
www.dgppe.sn